

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



18 novembre 2019

Macron a la trouille de l'embrassement social... ...et il a bien raison !

« À Lyon-II, nous avons des étudiants qui ont faim » : la présidente de cette université, Nathalie Dompnier, faisait écho à ce jeune étudiant de 22 ans, Anas K., qui s'est immolé par le feu pour protester contre la situation précaire de nombreux étudiants, comme la sienne. Tout le monde a été bouleversé – les parents dont les enfants galèrent entre fac et petits boulots, les enseignants sidérés de constater que certains de leurs étudiants les écoutent avec le ventre creux. Et les étudiants, bien sûr : dans toutes les grandes villes universitaires, ils se sont rassemblés non seulement pour rendre hommage à leur camarade, mais pour crier leur colère.

La France championne des inégalités

Nous vivons dans un des pays les plus riches du monde, dont les entreprises sont championnes en distribution de dividendes aux actionnaires. Un pays où Macron-Philippe, comme leurs prédécesseurs, se font forts de rendre les riches ultra-riches en rendant les pauvres ultra-pauvres. Mais après un an de mobilisation des Gilets jaunes, les nuages s'amoncellent, les incitant à davantage de prudence.

La colère des hospitaliers

Jeudi dernier, la mobilisation du secteur hospitalier a été un succès, avec une énorme manifestation à Paris qui a réuni plus de 13 000 personnes. Il faut dire que le mouvement s'étend, l'ensemble des services hospitaliers ayant pris le relais des services d'urgence dont les premières grèves avaient commencé en mars dernier !

Face à l'amplification de la colère, Macron a promis l'annonce mercredi d'un « plan d'urgence » pour les hôpitaux. Il est surtout question d'une astuce comptable en déplaçant les 30 milliards de la dette des hôpitaux pour la reporter sur le budget de l'État. Reste à voir en prenant à qui, sans qu'on sache si les économies criminelles sur la santé ne vont pas perdurer ! Et si les revendications des personnels sur les conditions de travail et les salaires seront satisfaites.

Macron-Philippe sur la pointe des pieds

Ces derniers temps, Macron-Philippe tentent de déminer. Ils suggèrent des reculs, tout en se laissant la possibilité de remettre leurs projets sur le tapis.

La réforme sur la retraite ? Macron se dit prêt à ce qu'elle ne concerne que les « nouveaux entrants » dans l'emploi... Mais ce qui serait injuste pour nous le serait tout autant pour les jeunes !

Le projet de loi permettant aux enseignes alimentaires de faire travailler jusqu'à minuit en

payant en heures normales ? Pas tout de suite... mais peut-être après des négociations avec les syndicats.

Nous organiser nous-mêmes

Tout le monde a en tête le 5 décembre, date à laquelle plusieurs confédérations syndicales appellent à une journée de grève dans tous les secteurs. Poussés par la colère de leur base, les syndicats des transports parisiens (RATP) et de la SNCF appellent même à la reconduction de cette grève les jours suivants.

Mais quels sont les objectifs des directions des confédérations ? Le retrait pur et simple du projet de Macron ou... l'ouverture de négociations dont on ne saurait pas d'avance où elles mèneraient ?

Ce ne serait pas la première fois que les directions syndicales accepteraient de sacrifier un mouvement de grève sur l'autel de négociations hasardeuses. Ce que confirme le secrétaire général de la CGT lui-même, Philippe Martinez : il a affirmé mercredi 13 novembre à Sud Radio que la grève du 5 décembre était encore évitable... Ce qui est une façon bizarre de mobiliser !

Ce sont les luttes, et leur contagion, qui ont fait reculer Macron, pas les palabres. Si nous baissons la garde, il reprendra une offensive à laquelle il n'a pas renoncé, comme le montre la réforme de l'assurance-chômage qui vient d'entrer en vigueur et fait de nombreuses victimes parmi les chômeurs.

Alors, ne lâchons rien, préparons-nous à ce 5 décembre et à ses suites. Organisons-nous à la base, comme ont commencé à le faire les Gilets jaunes et les hospitaliers des urgences. Coordonnons toutes nos forces.

Macron a semé la haine dans tous les secteurs. Qu'il récolte cette tempête sociale qu'il craint tant.

Fusion PSA-Fiat, « pas de fermetures de sites » ...

PSA et Fiat-Chrysler ont affirmé dans un communiqué que leur fusion ne mènera pas à la fermeture d'usines... mais ils se gardent bien de dire ce qu'il adviendra des salariés, c'est-à-dire de probables licenciements. Et puis on sait à quoi s'en tenir quand les patrons annoncent ce genre de chose. Il suffit de se rappeler les fermetures sites de Melun, d'Aulnay, de La Garenne, et aujourd'hui d'Hérimoncourt et de Saint-Ouen pour savoir à quoi s'en tenir avec eux. Pas besoin que PSA fusionne avec Fiat pour se mettre à l'italien... Parole Parole Parole...

« Donner du sens à l'effort » selon Tavares

Dans une interview à l'Est Républicain, Tavares s'est permis de dire qu'il « faut toujours donner du sens à l'effort ». Le sens de l'effort, les salariés de PSA comme les autres le connaissent bien. On peut le résumer à ces mots : « fait des efforts, ou voilà la porte ». Le sens de l'effort du côté de Tavares n'est pas moins clair : augmenter la productivité en réduisant les effectifs, afin de gaver les actionnaires de profits. Et bien sûr, pas d'effort sur les salaires !

L'amendement express a capoté

Un amendement soutenu par le gouvernement repoussant de 5 ans la fin des subventions aux biocarburants à base d'huile de palme (qui ravage la forêt indonésienne) et dont le vote avait été décalé en pleine nuit, a été voté sans débat, en 20 secondes.

Mais la ficelle était trop grosse et le tollé a été général : le gouvernement a dû demander un second vote, qui a rejeté l'amendement.

Lubrizol : chantage aux licenciements

Après l'incendie de son usine, l'urgence pour le président de Lubrizol France n'est pas de dépolluer, mais de rouvrir le site pour relancer les profits, et vite.

Le patron de Lubrizol a lancé un avertissement : si l'usine ne rouvre pas dans les six mois, il mettra la clé sous la porte. Et menace de supprimer 2 200 emplois, entre ceux de Lubrizol (370) et les emplois indirects.

Nos vies valent plus que leurs profits !

APL : nouveau coup de rabot

Début janvier 2020, le calcul des aides au

logement va changer. Sous prétexte d'être plus en rapport avec la situation présente des allocataires (l'APL sera révisée tous les 3 mois), le gouvernement va économiser, selon le journal *L'Humanité*, 1,2 milliard d'euros par an, qui s'ajouteront au 1,3 milliard déjà économisés (baisse de 5 € pour tous et 60 € de moins pour les locataires d'HLM). À chaque fois que ce gouvernement parle de plus de justice sociale (comme pour les retraites), il faut se méfier !

Burn-out à l'hôpital : les enfants trinquent aussi

Quand Macron avoue avoir « sous-estimé » le malaise de l'hôpital public, il est loin du compte. 2 000 pédiatres et soignants de pédiatrie ont signé une tribune dénonçant une désertification les obligeant à fermer des centaines de lits. Ils parlent d'une « médecine de guerre » : quel enfant hospitaliser en priorité, quelle chirurgie pourtant indispensable différer... ou qui transférer dans un hôpital lointain ou un service non spécialisé ? À Necker et au Kremlin-Bicêtre, un quart des lits de réanimation pédiatrique est fermé. Un enfant a été renvoyé chez lui car il ne faisait plus « que » 10 crises d'épilepsie par jour et qu'un autre en faisant 20 attendait !

Il y a peu de chances que le docteur Buzyn (car la ministre est médecin !) annonce ce mercredi des remèdes adaptés à l'état du malade. Les vrais remèdes, ce sont les revendications des personnels des hôpitaux qui manifestaient jeudi dernier : au moins 300 euros mensuels d'augmentation pour tous, des moyens à la hauteur des besoins et des embauches massives.

Glyphosate, une addiction ?

Deux députés macronistes, l'un chimiste et l'autre agriculteur, viennent de pondre un rapport expliquant qu'il est urgent... de retarder l'interdiction du glyphosate, pourtant reconnu cancérigène et mutagène depuis des années, parce que, disent-ils, beaucoup d'agriculteurs ne pourraient pas s'en passer.

La ministre Élisabeth Borne, elle, confirme que « l'objectif est bien de sortir de l'essentiel des usages au 1^{er} janvier 2021, et de tous les usages au 1^{er} janvier 2023 ».

La notion d'essentiel étant très élastique, Monsanto pourra donc continuer à empoisonner agriculteurs, riverains, animaux et consommateurs.